



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE

N° VI-AR-2025-267

OBJET : Circulation interdite sauf aux véhicules de secours et des organisateurs.

Lieu

Avenue des Meuniers (à partir du Centre social Jean Carmet jusqu'au collège de Guinette),
91150 Etampes

Permissionnaire

MAIRIE D'ETAMPES,
PÔLE ANIMATION DU TERRITOIRE
Espace associatif Daniel Rebiffé
2, avenue des Meuniers
91150 Etampes

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU la demande en date 13 mai 2025, par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné devant organiser une manifestation dans le cadre de " La Fête de Guinette", sur le plateau de Guinette à Etampes,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette manifestation de réglementer la circulation, avenue des Meuniers (à partir du Centre social Jean Carmet jusqu'au collège de Guinette) à Etampes, du 7 juin 2025 à 6 heures au 8 juin 2025 à 2 heures,

ARRETE

ARTICLE 1 : Durant la période susmentionnée, la circulation sera interdite sauf aux véhicules de secours et des organisateurs, avenue des Meuniers (à partir du Centre social Jean Carmet jusqu'au collège de Guinette) à Etampes.

ARTICLE 2 : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise et entretenue par le permissionnaire.

ARTICLE 3 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

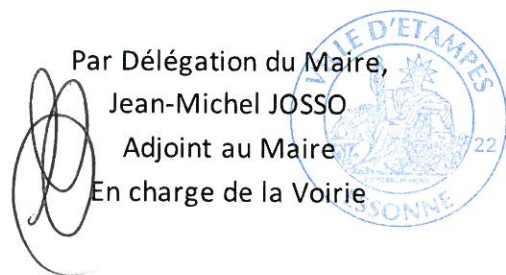
ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Le permissionnaire ;
- Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;
- Monsieur le Chef de Groupement Sud SDIS 91 ;

Fait à Etampes, le 13 mai 2025,

Par Délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Adjoint au Maire
En charge de la Voirie



Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le :

16 MAI 2025